

Actualité de la Doctrine Sociale de l'Eglise

Troisième colloque organisé par

L'Association des Economistes Catholiques
La Fondation de Service Politique
L'Association Internationale pour l'Enseignement Social Chrétien

L'Eglise et la crise : comment moraliser le capitalisme ?

Intervention du Professeur Jean-Yves NAUDET dans la table-ronde 1 :

La crise, aspects économiques

Paris, samedi 4 avril 2009

Vouloir présenter les aspects économiques de la crise en moins de dix minutes, cela signifie nécessairement faire des choix et forcer le trait. Je voudrais donc me limiter à deux constats, formuler deux inquiétudes et essayer de vous faire partager deux certitudes.

D'abord, les **deux constats**.

Le premier, c'est que **la crise est bien réelle et mondiale**. C'est sûrement la crise la plus forte depuis la dernière guerre. Pour autant, nous ne sommes pas en 1929. Nous sommes en récession et la production recule de 3 % en moyenne. Nous ne sommes pas en dépression, comme dans les années 30, où la production a pu baisser de 25, voire de 50 % dans certains secteurs. Nous ne sommes pas en déflation, comme dans les années 30 où les prix ont parfois chuté de 30 à 50 %. Même si l'inflation s'est ralentie fortement cette année et sera minime, elle reste positive, supérieure à zéro. Nous ne sommes pas dans une économie fermée, protectionniste, comme en 1929, mais dans une économie mondialisée. Donc, si nous ne sommes pas en 1929, les analyses des années 30, que les économistes qualifient de keynésiennes, ne sont pas adaptées lorsqu'elles considèrent que la crise venait de l'effondrement de la demande. Les remèdes keynésiens eux-mêmes de relance par la demande ne sont pas adaptés à la crise actuelle.

Deuxième constat, **la crise est largement d'ordre éthique**. C'est une crise de l'irresponsabilité généralisée : l'irresponsabilité des déficits extérieurs, américains, français ; l'irresponsabilité des finances publiques, largement en déficit ; l'irresponsabilité de chaque agent économique. On a voulu fuir artificiellement les contraintes de la rareté, qui sont celles de l'économie. On a voulu tout, tout de suite, pour tous.

C'est l'irresponsabilité des banques centrales, Etats-Unis en tête, pratiquant une politique keynésienne d'argent facile, de taux d'intérêt artificiellement bas. Cela a entraîné une irresponsabilité des banques, à commencer par celles des Etats-Unis, sûres que la Banque centrale les soutiendrait quoiqu'il arrive et à qui le gouvernement américain a demandé d'accorder des crédits immobiliers, même à ceux qui n'étaient pas solvables. Ces banques ont aussi failli à leur devoir de conseil, c'est-à-dire de prudence, et, sans doute, n'ont pas eu la sagesse d'avoir suffisamment de fonds propres. C'est enfin, l'irresponsabilité des ménages, qui ont cru que l'on pourrait s'endetter sans limite, vivre éternellement à crédit, vivre durablement au dessus de ses moyens.

La crise nous rappelle que l'économie demande le sens des responsabilités, repose sur des efforts durables, sur le sens de ce qui est possible, et sanctionne ceux qui confondent des risques raisonnables avec une irresponsabilité généralisée.

Je voudrais maintenant vous faire part de **deux inquiétudes**.

Il me semble que dans la situation actuelle, deux erreurs majeures nous menacent. La première a du mal à être admise, notamment par les chrétiens, c'est **le risque du protectionnisme**, du repli sur soi, de la fermeture des frontières, du chacun pour soi. Je sais que les chrétiens sont partagés sur la question de la mondialisation et du libre-échange, mais comme économiste, je dois dire que l'échange, quand il est libre, quand il n'est pas manipulé, est un système gagnant-gagnant.

C'est un facteur de paix, comme le disait déjà Montesquieu. Le commerce extérieur nous fait bénéficier des compétences et des connaissances des autres. Le commerce est la meilleure forme d'aide au tiers-monde. Les pays émergents, comme Jean-Paul II lui-même l'avait fait remarquer dans *Centesimus annus*, sont ceux qui ont pu rentrer dans le jeu des échanges internationaux.

Il faut ajouter que le protectionnisme est une forme d'égoïsme mal compris, car il ne fait qu'aggraver la crise. Jamais la crise de 1929 n'aurait été aussi grave s'il n'y avait pas eu le protectionnisme généralisé. Aujourd'hui le commerce mondial a empêché la récession actuelle de devenir dépression. J'ajoute que Benoît XVI, dans sa lettre à Gordon Brown, à l'occasion du G.20, précise que « la sortie de crise est possible ensemble et en évitant toutes mesures d'égoïsme national ou de protectionnisme ».

La deuxième inquiétude, c'est le fait que face à l'angoisse généralisée, tous les gouvernements se sont lancés dans une fuite en avant, avec **des plans de relance keynésiens**, par l'investissement public, ou par la consommation. Ceci ne changera en rien la situation de l'économie. Tous les exemples antérieurs montrent qu'une relance par la demande globale est inefficace, a fortiori dans une économie ouverte et en l'absence de déflation.

En revanche, tous ces plans font exploser les déficits publics : 5,6 % en France cette année, portant la dette à près de 80 % du PIB, soit 1500 milliards, ou encore 25 000 euros par Français. Nous soignons une crise de confiance par une fuite en avant qui va entraîner une plus grande perte de confiance. Certains Etats sont déjà menacés de banqueroute et sont décotés. Les Etats vivent à crédit, au dessus de leurs moyens, alors que c'est cela l'un des facteurs de la crise, et surtout, nous sommes une génération de voleurs, car nous transmettons à nos enfants une dette durable. Ils devront payer dans trente ans la facture de notre laxisme d'aujourd'hui, parce que nous n'avons pas eu le courage de faire les réformes qui s'imposent, à commencer par la réforme de l'Etat.

Je voudrais pour terminer essayer de vous faire partager **deux certitudes**.

Il s'agit de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. La première certitude concerne le **crédit**. Le crédit est nécessaire à la vie économique. Dans sa lettre sur la paix du 1^{er} janvier, Benoît XVI a rappelé une vérité simple, le crédit « fait le pont entre le présent et l'avenir ». Aucune économie ne peut se développer sans crédit. Le dérapage du crédit, l'argent, facilement créé ou facilement gagné, ne doit pas nous conduire à condamner le principe du crédit. Il faut revenir au bon sens, prêter à ceux qui ont des projets, prêter à des entrepreneurs, en proportion de leur capacité créatrice, prêter à ceux qui sont responsables et non pas prêter n'importe quoi à n'importe qui. Le microcrédit, par exemple, est là pour nous rappeler que le crédit est une nécessité pour permettre le développement économique et qu'il doit être proportionné aux projets responsables de chacun.

Ma deuxième et dernière certitude concerne l'**économie de marché**. Il n'y a pas d'alternative à l'économie de marché. La crise ne doit pas nous faire rêver à un ailleurs, à un retour aux illusions de la planification et de l'étatisation, de la nationalisation généralisée, qui ont conduit à des échecs économiques et à des drames humains. La crise n'est pas celle du marché, mais c'est une crise de l'irresponsabilité, du laxisme, de l'impatience, de l'absence d'éthique.

Notre colloque ne s'appelle pas : par quoi remplacer le capitalisme, mais comment moraliser le capitalisme. L'Église, notamment par la voix de Jean-Paul II, avait clairement rappelé dans *Centesimus annus*, que l'économie de marché, ou capitalisme, était le système qui l'emportait, s'il s'agissait d'un système économique « qui reconnaît le rôle fondamental et positif de l'entreprise, du marché, de la propriété privée, et de la responsabilité qu'elle implique dans les moyens de production, de la libre créativité humaine dans le secteur économique ».

Cependant, comme je l'ai rappelé en introduction, Jean-Paul II ajoutait aussitôt que cela nécessitait deux conditions indispensables, la première, ce qu'il appelait un contexte juridique ferme, c'est-à-dire un état de droit, et la seconde, c'est un axe d'ordre éthique et religieux. Il n'y a pas de vie économique possible sans morale, et, en particulier, sans honnêteté, comme le soulignait le prix Nobel d'économie, F. HAYEK. Ce dont le capitalisme a besoin, c'est d'hommes justes, responsables, ayant un comportement éthique. Pour moraliser le capitalisme, il faut d'abord moraliser les capitalistes.

Jean-Paul II précise ce point central dans *Centesimus annus* (§39) : « Ces critiques s'adressent moins à un système économique qu'à un système éthique et culturel. En effet, l'économie n'est qu'un aspect et une dimension dans la complexité de l'activité humaine. Si elle devient un absolu, si la production et la consommation des marchandises finissent par occuper le centre de la vie sociale et deviennent la seule valeur de la société soumise à aucune autre, il faut en chercher la cause non seulement et non tant dans le système économique lui-même, mais dans le fait que le

système socioculturel, ignorant la dimension éthique et religieuse, s'est affaibli et s'est réduit alors à la production des biens et des services ».

Ce que résume Benoît XVI, dans sa rencontre avec les prêtres de Rome : « De bons modèles économiques sont nécessaires, mais ils ne peuvent créer à eux seuls la justice dans le monde. La justice ne peut se réaliser qu'avec des hommes justes ». Dans sa lettre à l'occasion du G.20, Benoît XVI affirme que « l'économie ne fonctionne bien que si elle inclut la dimension éthique ». Ainsi, au-delà des solutions techniques, économiques, juridiques, institutionnelles, nécessaires, ce qui est en jeu, c'est l'éducation à un usage responsable de la liberté. C'est là que les familles, éclairées par l'Eglise, par la morale chrétienne et par sa Doctrine sociale, ont un rôle éducatif fondamental.

Cela me fait penser, et je terminerai par là, à cette réponse de mère Teresa à un journaliste qui lui demandait : « que faut-il changer dans l'Eglise ? ». La réponse de Mère Teresa a été : « vous et moi ». Alors, que faut-il changer dans le capitalisme ? Vous et moi

Je vous remercie.